



HAL
open science

Les “ Générations Volées ” en Australie

Isabelle Auguste

► **To cite this version:**

Isabelle Auguste. Les “ Générations Volées ” en Australie. Alizés : Revue angliciste de La Réunion, 2017, Expériences et représentations de la maternité : comprendre pour prévenir les violences intrafamiliales, 41, pp.111-119. hal-02339403

HAL Id: hal-02339403

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-02339403>

Submitted on 30 Oct 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les « Générations Volées » en Australie

INTRODUCTION

Dans son rapport au Chef Protecteur des Aborigènes d'Australie-Occidentale Charles Frederik Gale en 1909, le Protecteur Aborigène et inspecteur de terrain James Isdell nous explique qu'un enfant aborigène « métissé » possède un niveau intellectuel supérieur à celui d'un enfant aborigène de « pure souche » et que c'est le devoir de l'Etat de tout mettre en œuvre pour qu'il puisse avoir une vie meilleure que sa mère. Il précise qu'il n'hésitera pas à séparer un enfant « métissé » de sa mère puisque les mères aborigènes finissent par oublier très vite leur progéniture (Western Australia 9). Mais James Isdell avait tort. Ces dernières n'ont pas oublié.

Ces enlèvements forcés mères-enfants ont donné naissance à des « Générations Volées » sur l'ensemble du territoire australien. Cette formule, « Génération Volée », nous la devons à deux personnes pour lesquelles j'ai un profond respect, l'historien Peter Read qui m'avait fait l'honneur de diriger ma thèse de doctorat et avec lequel j'ai eu l'opportunité de travailler à l'Université Nationale Australienne et son épouse Jay Arthur, chercheur également et conservatrice de musée. C'est un soir de 1980 que tout s'est décidé dans leur cuisine où chaque pan de mur garde les traces des visiteurs de passage. Alors que Peter Read travaillait à un nouvel article, Jay Arthur lui avait suggéré d'employer le terme « volés » pour faire référence à ces enfants arrachés à leur famille plutôt que « perdus », jugeant ce dernier terme trop euphémique. Et « elle avait 'sacrément' raison » m'a-t-il confié (Read 49).

Nous allons nous pencher ici sur une partie de l'Histoire de l'Australie restée longtemps méconnue et au cours de laquelle des mères aborigènes ont été privées du droit d'élever leurs propres enfants. Nous examinerons dans un premier temps le cadre de ces enlèvements forcés. Nous verrons ensuite comment s'est effectuée la reconnaissance du problème des générations volées. Et nous nous intéresserons, enfin, aux excuses officielles de l'Australie aux familles victimes de ces séparations.

LE CADRE DES ENLÈVEMENTS FORCÉS : LES POLITIQUES D'ASSIMILATION¹

Bien évidemment, la première question qui se pose est : Pourquoi ? Pourquoi des mères aborigènes ne pouvaient-elle pas élever leurs propres enfants ? Pourquoi des enfants ne pouvaient-ils pas grandir auprès des leurs ? Pour pouvoir y répondre, nous devons nous plonger dans la toute jeune histoire de l'Australie colonisée, celle qui débute en 1788 par la dépossession de ses populations autochtones.

Aux premiers temps de la colonie, les colons et les Aborigènes mènent une existence séparée. Les Aborigènes continuent à vivre selon leurs propres coutumes et leurs propres lois. Mais alors que l'interaction entre les deux groupes s'accroît, le gouvernement s'immisce de plus en plus dans leurs affaires. En 1815, Le gouverneur Macquarie est l'un des premiers à mettre en place une politique d'assimilation. Dans son désir de civiliser les Aborigènes, il fonde une école aborigène à Parramatta. Cette institution regroupe des enfants de quatre à sept ans, qui, pour la plupart, sont déjà enlevés de force à leurs parents (Peterson et Sanders 5). En mai 1816, Macquarie émet une « Proclamation to Aborigines ». Assimilation ou annihilation deviennent l'ordre du moment. Macquarie réserve de petites parcelles de terre pour les Aborigènes qui acceptent de s'établir, leur offrant du grain et des outils. Les autres risquent d'être bannis de leurs villages, chassés de force par les troupes du gouverneur (Lippmann 5-6). Ces mesures ne connaissent guère de grand succès, de même que les protectorats créés en Australie-Méridionale en 1837 et à Port-Phillip en 1839 dont les objectifs sont de « protéger », « civiliser », en d'autres termes d'assimiler les Aborigènes (Reynolds 186 ; Shaw 266).

Entre 1860 et 1930, les différentes colonies de l'Australie qui accèdent à l'autonomie et deviennent ensuite des Etats en 1901, suivent une approche assez uniforme à une période où les Aborigènes sont considérés comme une race en voie d'extinction. Toutes, à l'exception de la Tasmanie qui tient pour officiel que son territoire ne comprend pas d'Aborigènes, adoptent des lois dites de « protection » et mettent en place des mesures qui doivent « assouplir l'oreiller de la mort » (Chesterman et Galligan 121-22). En fait, chacune de ces lois rassemble des mesures de contrôle. Pour les appliquer, un cadre bureaucratique

¹ Pour une étude plus approfondie des politiques aborigènes menées depuis la colonisation voir Isabelle Auguste, *L'administration des Affaires Aborigènes en Australie depuis 1972 : l'autodétermination en question*, Paris : L'Harmattan, coll. « Lettres du Pacifique », 2008.

paternaliste est mis en place. Le Bureau de Protection, et à travers lui des officiels appelés chefs protecteurs, ont le pouvoir de régler tous les aspects de la vie quotidienne des Aborigènes. Il a en premier lieu le pouvoir de déterminer qui est aborigène ou non. En effet, pendant longtemps les Aborigènes ont été définis selon leur proportion de sang « noir » (Dodson « Aboriginality » 3). Il peut par ailleurs refuser aux Aborigènes des droits de base comme la liberté de mouvement, le contrôle de leurs biens, et ce qui nous intéresse ici, la prise en charge de leurs enfants. A titre d'exemple, en Nouvelle-Galles du Sud, sous la loi de 1909, le Bureau de Protection a le pouvoir d'enlever tout enfant aborigène à sa famille s'il le juge nécessaire. Il peut le placer soit dans des institutions spécialisées, comme le *Cootamundra Girl's Home* fondé en 1911 où les filles apprennent à devenir des aides domestiques ou le *Kinbela Boy's Home* créé en 1923 où les garçons apprennent des métiers manuels, soit dans des familles adoptives. On estime à 2000 les enfants aborigènes enlevés à leur famille par ce Bureau entre 1909 et 1938 (Attwood, Burrage W, Burrage A et Stokie 3-8).

En 1937, le gouvernement fédéral réunit les représentants des affaires aborigènes de chaque État. Les débats font apparaître la diversité de la condition aborigène à travers le pays. Mais les délégations se concentrent sur deux problèmes, le nombre des Aborigènes et la place des « métis ». Comment faire face à l'augmentation croissante de la population aborigène qui peut constituer un « péril noir » en devenir ? Selon A.O. Neville, commissaire des affaires aborigènes d'Australie-Occidentale :

Les différents Etats créent des institutions pour le confort de la race aborigène et cette politique a pour conséquence d'augmenter la population aborigène. Quelle sera la limite ? Aurons-nous une population d'un million de noirs dans le Commonwealth, ou allons-nous les mélanger à notre communauté blanche et oublier au bout du compte qu'il y a eu des Aborigènes en Australie ? (Commonwealth of Australia 11)

Les différentes administrations se mettent alors d'accord sur un objectif commun, celui de l'absorption des « métis » dans la communauté blanche et envisagent une certaine uniformité dans leurs législations. L'assimilation reste la politique officielle de l'Australie et continue alors à servir de fondement aux enlèvements d'enfants aborigènes à leur famille jusqu'au début des années 1970.

Ainsi, de la fin du 19^e siècle au début des années 1970, entre 10 et 30 % des enfants aborigènes ont été enlevés de force à leur famille. Pour

autant, ce problème, certes dénoncé déjà par Fred Maynard et l'*Aboriginal Progressive Association* dans les années 1920 (Attwood et Markus 66-67) restait largement méconnu de l'opinion publique et il faut attendre les années 1980 pour un début de reconnaissance des générations volées en Australie.

LA RECONNAISSANCE DES GÉNÉRATIONS VOLÉES EN AUSTRALIE

Le pamphlet « The Stolen Children » de Peter Read en 1981 peut être considéré comme le détonateur d'une prise de conscience des « Générations Volées » en Australie et mène à une reconnaissance politique progressive de ce problème. Dès 1983, dans la présentation de son programme aborigène, le Ministre Clyde Holding, fait allusion à la politique délibérée des Etats d'enlever des enfants pour accélérer le processus d'assimilation et promet de rendre le droit aux familles aborigènes d'élever et de protéger leurs propres enfants. Il accorde son soutien à l'association Link UP créée à l'initiative de Peter Read et de Coral Edwards afin d'aider à la réunion des familles (3486). Par la suite, plusieurs enquêtes démontrent l'étendue de ces enlèvements en Australie et leur impact désastreux sur la vie de nombreuses familles aborigènes. C'est notamment le cas de l'*Enquête Parlementaire sur les Décès en Milieu Carcéral* en 1991 qui montre que sur les 98 cas étudiés, 43 personnes ont été séparées de leur famille (Royal Commission into Aboriginal Deaths in Custody par 2.2.9.) ; mais surtout d'une commission d'enquête mise en place par le gouvernement travailliste de Paul Keating en 1995.

En effet, cette année-là, Keating confie à Sir Ronald Wilson, Président de la Commission des Droits de l'Homme et de l'Égalité des Chances, et à Mick Dodson, Commissaire à la Justice Sociale Aborigène, la mission de retracer l'histoire des séparations passées et présentes mais aussi d'examiner la question des compensations. Comme le soulignent les enquêteurs, le *Bringing Them Home Report*, n'est pas un rapport ordinaire. Celui-ci va au coeur d'histoires personnelles, de témoignages de séparations, d'institutionnalisation, d'abus (HREOC introduction). Je me souviens du témoignage d'une dame aborigène lors d'une conférence au Musée National Australien. Elle a grandi dans une institution, pensant que les abus, les maltraitances entraient dans l'ordre des choses. Et c'est ce que nous dit également une femme aborigène enlevée à l'âge de trois ans en 1946 dans la déclaration confidentielle n°788 du rapport :

J'étais triste, perdue, confuse durant mon enfance. Je me rappelle qu'une fois je m'étais lavée toute habillée car j'avais peur d'enlever mes vêtements, j'avais peur du noir car mon père adoptif venait souvent la nuit. J'avais peur d'en parler. J'ai bien essayé une fois de le dire au Prêtre... il m'a demandé de lui faire 10 « je vous Salue Marie » pour mes mensonges... J'ai donc pensé que c'était comme cela dans les familles non-aborigènes normales.

Milicent, elle, a 4 ans, lorsqu'elle est enlevée à ses parents en 1949 et placée dans le foyer *Sister Kate* en Australie-Occidentale où elle reste jusqu'à l'âge de 18 ans : « Ils m'ont dit que ma famille ne voulait pas de moi et que je devais les oublier. Ils m'ont dit que c'était dégradant d'appartenir à une famille aborigène et que je devais avoir honte de moi car j'étais inférieure aux blancs ». Envoyée dans une ferme locale comme servante, elle est battue et violée à plusieurs reprises par le maître des lieux et l'un de ses ouvriers. Elle a un enfant, qui lui-même lui est enlevé (Sutherland n. p.).

Au total, 585 Aborigènes ont eu le courage de faire part de leurs expériences douloureuses, de la violation de leurs droits humains fondamentaux que les enquêteurs ont comparé à des actes de génocide. Ces derniers ont montré que ces pratiques remontaient au début de la colonisation et perduraient au début des années 1970s et qu'aucune famille aborigène ne semble avoir été épargnée (HREOC introduction). Après deux années d'enquête, ils sont parvenus à la conclusion que « la première étape à toute compensation et à toute guérison de victimes de violations de droits humains doit être une reconnaissance de la vérité et la délivrance d'excuses », des excuses alors perçues comme une condition primordiale et un premier pas vers la Réconciliation (HREOC chap. 14).

Le rapport *Bringing Them Home* est rendu public en mai 1997 alors que le Conseil de la Réconciliation, dont la lourde tâche était, comme son nom l'indique, d'œuvrer à une Réconciliation entre les Aborigènes et les autres Australiens pour le centenaire de la Fédération, tient une Convention majeure à Melbourne. Cela a eu pour effet, comme le souligne Sir Ronald Wilson, de lier inextricablement la question des Générations Volées à celle de la Réconciliation (n.p). Mettre au jour cette face méconnue de l'Histoire de l'Australie, a créé la consternation et s'est traduit par des excuses officielles de la Police, des Eglises, de certaines associations, de Parlements des Etats et Territoires (Dodson n. p.). Des milliers d'Australiens ont signé des « Livres d'excuses » partout dans le pays afin d'exprimer leur désarroi ou leur chagrin (National Sorry Day Committee). Néanmoins, le gouvernement Libéral de John Howard qui avait remplacé Paul Keating à la tête du pays en 1996, s'est fermement

opposé à toute excuse. John Howard explique son refus non pas par la crainte de devoir verser des compensations mais par l'absence de sentiment de culpabilité :

Ce n'est pas tant la crainte de demandes de dédommagements qui me force à prendre cette position, que la conviction que j'ai, une conviction très profonde, que l'on exprime des regrets collectifs pour des choses pour lesquelles l'on est collectivement et directement responsable. Je ne pense pas que cela s'applique à la génération actuelle des Australiens. (cité par Read ix)

Il faut attendre la défaite de John Howard et du Parti Libéral le 24 novembre 2007 pour que l'affaire des Générations Volées prenne un nouveau tournant.

LES EXCUSES OFFICIELLES DE L'AUSTRALIE AUX GÉNÉRATIONS VOLÉES¹

Ayant commencé à travailler sur les question aborigènes en 1998, j'ai suivi de près chaque élection fédérale me demandant si les Travail-listes allaient respecter leur engagement en cas de victoire. J'ai obtenu ma réponse le 26 novembre 2007. Ce soir-là, en effet, le nouveau Premier Ministre Kevin Rudd a annoncé son intention de présenter ses excuses officielles lors de la session parlementaire suivante, précisant que la question de la compensation était exclue. Moins de trois mois et demi plus tard, le 13 février 2008, je me suis rendue sur les pelouses du Parlement Australien avec des Aborigènes et d'autres Australiens afin de suivre comme des milliers d'autres personnes en Australie et dans le monde, le discours du Premier Ministre Kevin Rudd. Nombreux sont ceux qui sont venus du Territoire du Nord et qui voyaient la capitale australienne pour la toute première fois. Nombreux sont ceux également qui ne pensaient pas recevoir d'excuses de leur vivant. D'autres ont emmené des photos de leurs proches qui n'ont pas eu cette chance. Ce fut un moment chargé d'émotions.

Selon Aaron Lazare, professeur en psychiatrie à l'Université du Massachussets, la réussite ou l'échec d'une excuse dépend de quatre éléments : la reconnaissance de la faute ; l'explication ; l'expression de la honte et du remord ; et la réparation. Les excuses de Kevin Rudd contiennent ces différents items. Rudd commence son discours en

¹ Voir aussi Isabelle Auguste, "On the significance of saying 'sorry' : Apology and reconciliation in Australia" in Frances Peter-Little, Ann Curthoys and John Docker, eds. *Passionate Histories: Myth, Memory and Indigenous Australia*. Canberra : Australian National University E Press, 2010. 309-324.

relatant une histoire personnelle, celle de Nana Fejo, une enfant « volée ». Il nous rappelle ainsi qu'il ne parle pas de « curiosités intellectuelles », mais bien d'êtres humains. Il nous explique également l'importance du moment pour ceux qui avaient encore des doutes sur la nécessité d'une excuse :

Le gouvernement doit s'excuser auprès des Aborigènes pour les exactions du passé [...] ce ne sont pas ces individus qui appliquaient les lois qui sont responsables de l'un des chapitres les plus sombres de l'histoire de l'Australie, celui de l'enlèvement d'enfants aborigènes sur un fondement racial : mais les gouvernements et les Parlements de la Nation. Il faut aujourd'hui affronter la vérité car si nous ne le faisons pas nous ne pourrons jamais nous réconcilier. Et il est temps aujourd'hui de se réconcilier. Il est temps de reconnaître les injustices du passé. Il est temps de dire « nous sommes désolé ». Il est temps d'avancer ensemble.

Une foule en liesse applaudit au premier « désolé ». Cela s'amplifie lorsque, avec force et conviction, le Premier ministre adresse ses excuses directement aux membres des Générations Volées partout dans le pays en faisant référence à leurs blessures profondes :

Aux Générations Volées, je dis : en tant que Premier ministre de l'Australie, je suis désolé. Au nom du gouvernement de l'Australie, je suis désolé. Au nom des Parlements de l'Australie, je suis désolé [...] Nous vous présentons nos excuses pour les souffrances, les douleurs que nous, Parlement, vous avons causé par des législations que des précédents parlements ont votées. Nous vous présentons nos excuses pour le caractère indigne, dégradant et humiliant que représentent ces législations. Nous présentons ces excuses aux mères, aux pères, aux frères, aux sœurs, aux familles, aux communautés dont les vies ont été brisées par les actions de gouvernements successifs, de parlements successifs.

Rudd a reconnu la difficulté du pardon mais a appelé à une réconciliation et à un nouveau départ. Aux excuses, les Aborigènes ont répondu par des larmes de joie, « thanks », merci, « apologies accepted », excuses acceptées par les T-Shirts qu'ils portaient.

CONCLUSION

Ainsi, comme le résume bien cette définition de Peter Read :

Nous, Générations Volées, sommes les victimes de politique australiennes qui visent à nous séparer de nos parents, de nos familles, de notre communauté, de notre terre, de l'héritage qui nous revient de droit en tant que citoyens aborigènes de l'Australie. Nous sommes les victimes de politiques, qui si elles avaient réussi, auraient mis fin à notre « aboriginité » pour toujours. (11)

Ces politiques ont échoué mais ont laissé des marques profondes chez les populations autochtones australiennes. Il est vrai que l'image symbolique des excuses officielles de l'Australie à ses peuples premiers peut paraître naïve. En fait, nombreux sont ceux qui s'y opposaient ou qui n'en voyaient pas l'intérêt. Elles ne sont certes pas une panacée aux problèmes que rencontrent les Aborigènes aujourd'hui. Le fossé qui sépare les Aborigènes des autres Australiens d'un point de vue socio-économique reste important.¹ Pour autant, je pense qu'elles étaient importantes et chargées de « sens » pour ces enfants volés, leur mère, leur famille. Ils attendaient une reconnaissance de ce qui leur était arrivé, ils attendaient qu'on leur dise « non, ce n'est pas de votre faute si vous avez été enlevés, ce n'est pas de votre faute si on vous a pris vos enfants, vous n'avez rien fait de mal ».

Les excuses peuvent être perçues comme une première étape dans la réconciliation des Générations Volées avec leur passé douloureux et, depuis 2009, l'*Aboriginal and Torres Strait Islander Healing Foundation* les accompagne et les aide à soigner leurs blessures.

Isabelle Auguste
Université de La Réunion

BIBLIOGRAPHIE

- Aboriginal and Torres Strait Islander Healing Foundation.
<http://healingfoundation.org.au/> 21 mars 2015.
- Attwood, Bain et Andrew Markus. *The Struggle for Aboriginal Rights : A Documentary History*. Sydney : Allen and Unwin, 1999.
- Attwood, Bain, Winifred Burrage, Alan Burrage et Elsie Stokie. *A Life Together, A Life Apart : A History of Relations between Europeans and Aborigines*. Melbourne : Melbourne University Press, 1994.
- Chesterman, John et Brian Galligan. *Citizens Without Rights, Aborigines and Australian Citizenship*. Cambridge : Cambridge University Press, 1997.
- Commonwealth of Australia. *Aboriginal Welfare. Initial Conference of Commonwealth and State Aboriginal Authorities, April 1937*. Canberra : Commonwealth Government Printer, 1937.
- Dodson, Michael. "The End in the Beginning : Re(de)finding Aboriginality." *Australian Aboriginal Studies* 1 (1994) : 2-13.
- . "We all Bear the Cost if Apology is Not Paid." *The Age* 18 Dec. 1997.
- Holding, Clyde. « Aboriginal Affairs. » *Commonwealth Parliamentary Debates*, House of Representatives. 8 déc. 1983 : 3485-94.

¹ Voir par exemple Australian Bureau of Statistics, "The Health and Welfare of Australia's Aboriginal and Torres Strait Islander Peoples, Oct 2010"
<http://www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/lookup/4704.0Chapter750Oct+2010>

- Human Rights and Equal Opportunity Commission (HREOC). *Bringing Them Home : National Inquiry Into the Separation of Aboriginal and Torres Strait Islander Children from their Families*. Canberra : HREOC, 1997.
- Lazare, Aaron. *On Apology*. New York : Oxford University Press, 2004.
- Lippmann, Lorna. *Generations of Resistance : Mabo and Justice*. 3rd ed. Melbourne : Longman, 1994.
- National Sorry Day Committee 2008 <<http://www.nsde.org.au>> 10 Mai 2010.
- Peterson, Nicolas et Will Sanders, eds. *Citizenship and Indigenous Australians, Changing Conceptions and Possibilities*. Cambridge : Cambridge University Press, 1998.
- Read, Peter. *A Rape of the Soul so Profound, the Return of the Stolen Generations*. St Leonards, NSW : Allen and Unwin, 1999.
- Reynolds, Henry. *Dispossession : Black Australia and White Invaders*. Sydney : Allen and Unwin, 1989.
- Royal Commission into Aboriginal Deaths in Custody (RCIADIC). *National Report* (Elliott Johnston, Commissioner). 5 vols. Canberra : AGPS, 1991. 1998.
- Rudd, Kevin. "Apology to Australia's Indigenous Peoples" 2008.
<http://www.aph.gov.au/house/rudd_speech.pdf> 10 mai 2010.
- Shaw, AGL. « British Policy towards the Australian Aborigines 1830-1850. » *Australian Historical Studies* 25.99 (1992) : 265-85
- Sutherland, Tracy. "Stolen Identities." *The Australian*, May 1997.
- Western Australia. Report from the Chief Protector of Aborigines for the Year ending 30th June 1909. Perth : WA, 1909.
- Wilson, Ronald (Sir). "Native Title and Reconciliation : a People's Movement," an address to the nation, National Press Club, Canberra, 1998.